



Syndicat Local Construction

Bois et Ameublement 31

**BOURSE DU TRAVAIL -19, PLACE SAINT SERVIN
31070 TOULOUSE CEDEX 7**

Tél-06-03-60-69-58 E-mail : slcba31@gmail.com

Permanences du syndicat tous les samedi matin dès 9h30

Pour protéger notre vie et celle de nos proches, Combattre le virus et le système capitaliste qui le propage

Depuis quelques jours, tous les chantiers de notre département étaient à l'arrêt. Dans leur très grande majorité les salariés, sédentaires comme nomades, étaient confinés chez eux.

C'est donc non seulement avec un grand étonnement mais aussi un sentiment de dégoût et de révolte que nous avons appris que le gouvernement et les organisations patronales du BTP avaient négocié et signé un protocole pour relancer l'activité dans le BTP. C'est-à-dire nous obliger à reprendre le travail alors que le virus se propage et va bientôt atteindre son pic de dangerosité et de mortalité.

C'est au moment où le gouvernement italien fait stopper tous les chantiers en Italie, que son homologue français les fait rouvrir !

Ce protocole reçoit la caution de l'OPPBTBTP, un organisme supposé être destiné à prévenir la sécurité des salariés de notre branche. Ce protocole a été négocié sans la présence des organisations syndicales de salariés.

Ce qui confirme le mépris que nous porte la bourgeoisie qui croit monopoliser l'intelligence.

Un protocole pour couvrir juridiquement notre contagion

Signé dès le samedi 21 mars, ce protocole justifie la réouverture des enseignes de matériaux dès ce lundi.

Un guide de bonnes pratiques, préalablement validé par les ministères du Travail et des Solidarités et de la Santé, sera diffusé dans les jours qui viennent dans les entreprises du BTP.

Les EPI étant peu disponibles, la seule protection proposée repose sur des garanties dérisoires : *"la sécurité doit être assurée à travers des procédures adaptées, notamment pour respecter les gestes barrières et maintenir les distances entre salariés"*, rappelle le gouvernement.

Ces recommandations constituent une bouffonnerie tragique quand on connaît la réalité des chantiers et des entreprises du BTP.

La santé qui les intéresse, c'est celle de leurs comptes en banque !

Nous savons très bien que deux raisons principales expliquent le blocage de l'activité de la semaine dernière : nos patrons voulaient des garanties pour bénéficier des aides financières publiques et pour la responsabilité juridique des arrêts de chantiers.

C'est chose faite ! Et l'activité peut désormais repartir de plus belle grâce au soutien politique du gouvernement.

La « Loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 va être adoptée » et les ordonnances sont en cours de rédaction. Le titre III de la loi porte sur les « mesures d'urgence économique et d'adaptation à la lutte contre l'épidémie ».

L'article 7 de la loi est clair :

III) Modifier les conditions d'acquisition de congés payés et permettre à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates de prise d'une partie des congés payés, des jours de réduction du temps de travail et des jours de repos affectés sur le compte épargne-temps du salarié, en dérogeant aux délais de prévenance et aux modalités d'utilisation définis par le livre 1^{er} de la troisième partie du code du travail, les conventions et accords collectifs ainsi que par le statut général de la fonction publique ;

IV) Permettre aux entreprises de secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la nation ou à la continuité de la vie économique et sociale de déroger aux règles du code du travail et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical.

On comprend alors mieux la satisfaction du président de la Fédération Nationale des Travaux Publics, Bruno Cavagné, connu dans notre département comme le président du groupe GIESPER :

« Il y aura une inertie, mais les conditions seront réunies pour que l'activité du BTP reprenne petit à petit. Une fois passé le point dur, il faudra rattraper le retard et nous aurons alors besoin de quotas plus importants d'heures supplémentaires ».

Oui, c'est la guerre !!!

Nous sommes d'accord avec le banquier Macron : « c'est la guerre ». Mais nous ne combattons pas sous ses ordres.

Les travailleurs doivent donc se mobiliser, avec leurs syndicats, pour lutter contre le virus et sa propagation. Partout où les patrons veulent nous faire reprendre le travail, nous devons opposer notre droit de retrait, avancer la « faute inexcusable de l'employeur » et même nous mettre en grève. Cet acte de résistance n'est pas seulement indispensable pour nous protéger. C'est aussi le seul moyen de lutter contre la propagation dans notre famille et dans les entreprises.

Nous devons imposer que les matériels et EPI soient en priorité transmis aux personnels de santé qui sont en première ligne et en manquent cruellement. Les applaudir le soir à la fenêtre, c'est sympa. Mais la solidarité matérielle concrète, c'est mieux !

Nous ne lutterons pas seulement contre le virus. Nous devons aussi combattre un système économique et ceux qui le gèrent et en profitent. Car ce sont eux les responsables de la pandémie.

Ceux qui nous demandent d'aller travailler sont les mêmes qui depuis des décennies imposent la destruction de la Sécurité Sociale et du système de santé publique. Ils ont multiplié les exonérations de cotisations sociales, ils ont fermé des milliers de lits dans les hôpitaux, ils ont réduit les achats de matériels, ... Nos « responsables politiques et économiques » n'ont même pas anticipé la constitution de stocks de masques alors que de nouvelles épidémies apparaissent depuis 20 ans.

Mais ces sacrifices n'étaient pas suffisants pour engraisser davantage les capitalistes. Alors que la Chine était en guerre contre le virus, ils ont retardé le confinement et continuent de le limiter. Et ce alors qu'ils savent très bien que nos hôpitaux sont dans l'incapacité de répondre efficacement à la situation.

Tout cela pour accroître les profits des entreprises et accumuler toujours plus de capitaux.

Alors oui, le capitalisme montre sa vraie nature et le danger qu'il représente pour les êtres humains. Les travailleurs doivent donc se mobiliser immédiatement pour défendre la vie mais aussi pour changer de vie.

Ne laissons pas des irresponsables décider à notre place.

C'est nous qui produisons, c'est nous qui décidons !

